



★ Mobiliser pour Construire ★
ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
 Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
 (ACTUS /prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 12.01/SG /2011

Déclaration de ACTUS/prpe sur la révolte sociale en Tunisie

Tunisie: Soutien de ACTUS/prpe à la révolte populaire sociale des jeunes contre le régime dictatorial de du Général Ben Ali.

Des événements importants et douloureux secouent la République de Tunisie depuis plus d'un mois sans discontinuité.

Le jeune diplômé de 26 ans, Mohamed Bouazizi diplômé de l'Institut supérieur d'informatique de Mahdia, s'est immolé par le feu devant la préfecture de Sidi Bouzid le 17 décembre 2010. Brûlé au 3^{ème} degré sur 70% de la surface corporelle. *Le jeune homme décède le 4 janvier dernier 2011 [Le Monde du 05.01.11]*

Quelques jours après le geste désespéré de Mohamed Bouazizi, un autre jeune homme de 24 ans, Hocine Naji, s'est donné la mort le 22 décembre en escaladant un pylône électrique à Sidi Bouzid. Combien de jeunes anonymes seraient passés à l'acte tragique ?

À l'instar d'autres milliers de jeunes à travers le pays sans emploi, Mohamed Bouazizi vendait parfois subrepticement des fruits et légumes afin de subvenir aux besoins de sa famille. Exacerbé pour la nième fois par la police qui lui confisqua son gagne pain non souhaité et voulu, Le jeune diplômé s'immola par le feu. Ce drame a mis le feu aux poudres. Depuis le 17 décembre, la révolte sociale sans précédent a ont submergé le pays. La jeunesse tunisienne toute entière manifeste massivement dans plusieurs villes du pays (Regueb, Sidi Bouzid, Kasserine, Thala, El Kef, Gafsa, Seliana, Meknassi, Menzel Bouziane, Douz, Thala... pour dénoncer la cherté de la vie et le chômage chronique des jeunes, qui dans certaines villes avoisinerait les 60%. La vague déferlante de la révolte populaire en direction de Tunis : *dans la cité Ettadhamoun, à 15 km du centre de la capitale, des affrontements ont opposé les manifestants et des forces [Le Parisien/Afp du 11.01.2011].* Les dernières dépêches font déjà état des manifestations au cœur de Tunis.

Où sont les résultats du miracle économique en Tunisie face à la paupérisation des masses populaires révoltée ? Et pourtant, les défenseurs du système capitaliste en occident et leurs officines, ne tarissent pas d'éloge à l'endroit du pays qualifié de « dragon du Maghreb, de pays émergent »... La vérité est celle exprimée dans la rue par la colère du peuple victime du système capitaliste. Le régime ne peut indéfiniment pratiquer la politique de l'autruche.

Les régimes dictatoriaux de la Françafrique dont celui du tyran Déby au Tchad ne saurait eux aussi éviter les déferlements des révoltes populaires pour les mêmes causes qu'en Tunisie.

Les puissances impérialistes toujours promptes à déclencher la guerre contre le président légal et légitime de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo, qu'ils n'ont pas choisi se taisent. Pourquoi refusent-elles de défendre la démocratie en Tunisie sous la férule du dictateur Ben Ali ? En



Côte d'Ivoire les puissances impérialistes s'acharnent à vouloir imposer contre la volonté du peuple ivoirien leur nervi Ouattara à la place du président insoumis Laurent Gbagbo qui a pourtant été élu démocratiquement le 28 novembre 2010.

En Tunisie, depuis 23 ans, malgré les arrestations des syndicalistes, des intellectuels progressistes, des défenseurs des Droits de l'homme, des dirigeants politiques de l'opposition, des émeutes de la faim, et des soulèvements populaires des jeunes contre le chômage en cours et faisant plusieurs dizaines morts..., ces puissances impérialistes qui s'autoproclament gendarmes de la démocratie en Afrique se murent derrière un mur de silence assourdissant et complice. Elles sont devenues aphones pour fustiger et aveugles devant les corps des jeunes tunisiens transpercés par les balles de la police du dictateur, le Général Ben Ali. Le despote de Tunisie dirige d'une main de fer le pays depuis 23 ans en réprimant impitoyablement toute velléité de contestation, cette longévité résulte aussi du soutien qu'il reçoit des impérialistes occidentaux dont il est l'un des missi dominici et dirigeants du Sud.

La révolte sociale populaire se poursuit et continue à prendre de l'ampleur. Le dictateur Ben Ali sans compulsion aucune pour la mémoire des victimes lâchement assassinées par sa police, s'évertue à prononcer la phrase outrageante suivante: « *Les violences sont des actes terroristes (...) dirigés par des éléments étrangers* » [Reuters du 11.01.2011]. En clair, il ne lésinera pas sur les moyens à exterminer les jeunes afin de préserver son trône. Le gouvernement voudrait minimiser le nombre de victimes qui selon lui serait une douzaine alors que les associations des droits de l'homme estiment à plus de 50 morts et plusieurs blessés qui sont dans un état grave. Ce bilan macabre est largement contesté par Sadok Mahmoudi, membre de l'union régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale). Pour le syndicaliste, qui cite un bilan recueilli auprès du personnel médical de l'hôpital régional de cette ville, «le nombre de tués a dépassé les 50». [Le parisien du 11.01.2011]. Partant de ce constat régional, l'extrapolation des jeunes assassinés dans le reste du pays et les blessés en situation critique, nous conduirait à avoir un nombre effroyable de morts.

Les intérêts et profits des impérialistes prévalent sur les droits humains en Afrique. Les assassinats sont minimisés et les morts ne suscitent donc aucune compassion chez les amis du tyran Ben Ali qui se sent ainsi réconforté dans ses crimes. Pendant ce temps, les amis impérialistes du tyran Ben Ali continuent à minimiser la tragédie. En France, la Ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot Marie avec un cynisme déconcertant a même proposé à la Tunisie l'aide de Paris dans le maintien de l'ordre. « *Aujourd'hui, la priorité face à cette situation doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts. Un apaisement qui peut reposer sur des techniques de maintien de l'ordre (...) puisque nous avons des savoir-faire en la matière* » [Le Monde / Afp du 11.01.2011].

L'expertise de la Françafrique aux dictateurs comme le tyran Déby en matière de liquidation physique, de bâillonnement, de violation des droits de l'homme, de terrorisation des peuples africains, de hold up électoraux... sont des crimes contre l'humanité qui mériteraient d'être jugés par la Cour Pénale Internationale (CPI) qui se serait plutôt spécialisée dans les actes de



jugement des dirigeants du Sud qui ne sont pas en odeur de sainteté ou qui refusent le diktat de l'impérialisme occidental.

Le Président Bush qui a commis le 20 mars 2003 un génocide en Irak en occupant ce pays, n'a jamais été inquiété à ce jour. Le président insoumis de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo serait quant à lui, déjà menacé d'être jugé par la CPI par la découverte des charniers que cette institution aurait déjà inventés pour la circonstance. Cette justice à deux vitesses et à géométrie variable qui prévalait déjà à l'époque du roi soleil, continue à être appliquée par la CPI. Le célèbre écrivain français Jean De la Fontaine en guise de morale de son poème «*Animaux malades de la peste*» écrit : «*Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* ».

Il est de notoriété publique que la prétendue communauté internationale qui est constituée d'une poignée d'états occidentaux puissants et impérialistes, imposent sa volonté et son diktat aux autres nations du sud plus faibles aujourd'hui. Cette injustice internationale est insupportable. Le cas flagrant de la Côte d'Ivoire avec la volonté impériale et raciste des impérialistes occidentaux, il conviendrait même de paraphraser cette fable de La Fontaine en affirmant : «*Selon que vous serez blanc puissant ou misérable ou noir puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc puissant ou misérable ou noir puissant ou misérable*».

Les délocalisations de certaines entreprises du Nord vers la Tunisie dans les industries d'automobile, de télécommunication, de technologies d'élastomères, d'agroalimentaire, de textile... n'ont pas résolu le problème d'emploi ni améliorer les conditions de vie des travailleurs tunisiens surexploités par les multinationales qui parallèlement mettent les travailleurs du Nord au chômage.

Avec une indécence déconcertante, les capitalistes font l'éloge du faux développement du pays qui ne profite exclusivement d'abord qu'aux multinationales et à la minorité bourgeoise qui est par ailleurs constituée essentiellement par la famille du dictateur Ben Ali.

La faillite du système capitaliste ou sous son vocable édulcoré de néolibéral (pour de raison de pudeur ou de stratégie par ses défenseurs), a montré qu'en Afrique les statistiques des taux de croissance dithyrambiques de certains pays comme la Tunisie ou le Tchad, distillés par les institutions financières sont inversement proportionnels à la misère accrue des masses populaires mais proportionnels aux richesses pillées par les multinationales et les familles dictatoriales et régnautes au pouvoir en Afrique.

Eu égard à la légitime insurrection populaire des jeunes contre le pouvoir qui n'offre aucune perspective d'avenir pour les jeunes, contre la cherté de la vie et les atteintes aux droits de l'homme, notre parti, ACTUS/prpe décide :

- d'apporter tout son soutien militant et sa solidarité aux jeunes et travailleurs tunisiens en lutte pour leurs droits légitimes
- d'interpeller les Associations des droits de l'homme et les régimes dits démocratiques occidentaux de prendre de prendre de mesures concrètes contre les violations des droits de l'homme et crimes perpétrés par le dictateur Ben Ali.



- d'appeler toutes Forces vives de Tunisie de participer activement à cette révolte sociale lancée par la glorieuse jeunesse tunisienne et afin d'accélérer la libération du pays de la tyrannie.
- de lancer un appel solennel aux Forces progressistes africaines d'être solidaires de la lutte du peuple tunisien contre une dictature soutenue par l'impérialiste occidental. C'est ce dernier qui assure aussi la garantie tous risques et à vie aux tyrans qui sévissent en toute impunité sur le continent africain.

Vive la révolte sociale des jeunes pour que vivent une révolution africaine et la naissance d'une Afrique nouvelle indépendante, prospère au service des Peuples et non des multinationales.

Le 12 Janvier 2011

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS / prpe)

Le Secrétaire Général
General Secretary
Dr LEY- NGARDIGAL Djimadoum

